

## LA CONQUÊTE DU POUVOIR

Il y a quelques mois, la social-démocratie allemande célébrait le 75<sup>e</sup> anniversaire de **Édouard Bernstein**, le père du révisionnisme.

Nous publions, à cette occasion, un des articles que Rosa Luxemburg écrivit en 1899 pour réfuter les théories de Bernstein. On sait que ce dernier publia, de 1896 à 1898, dans la *Neue Zeit* une série d'articles intitulés : Problèmes du marxisme, puis en 1899, un livre intitulé: Les conditions du socialisme et les tâches de la social-démocratie. Dans les articles de la *Neue Zeit*, comme dans son livre, il s'efforça de réfuter les principales thèses marxistes de la concentration du capital, de la paupérisation croissante de la classe ouvrière, de la nécessité de la prise du pouvoir et de la dictature prolétarienne. Contrairement à Marx, Bernstein s'efforçait de prouver que, loin d'amener à une aggravation des antagonismes de classe, le développement de la société menait, au contraire, à une atténuation de ces antagonismes, et à une démocratisation croissante de la société. Il recommandait, en conséquence, de renoncer à l'« utopie » de la Révolution prolétarienne, et de consacrer tous les efforts du prolétariat en vue d'obtenir le maximum de réformes sociales possible à l'intérieur du régime capitaliste. Il demandait à la social-démocratie de « se débarrasser d'une idéologie surannée et d'avoir le courage d'apparaître ce qu'elle était déjà en réalité : un parti de réformes démocrate-socialiste ».

Cette pensée, il l'avait d'ailleurs déjà exprimée sous une forme beaucoup plus nette, et qui ne laissait place à aucune équivoque. Un membre du parti social-démocrate allemand, Belfort-Bax ayant écrit: « *Bernstein abandonne le but final du mouvement socialiste pour le libéralisme et le radicalisme bourgeois* », Bernstein répondit, dans un article intitulé : La théorie de l'écroulement et la politique coloniale (*Neue Zeit*, 19 janvier 1898) : « *Je reconnais ouvertement que je m'intéresse extraordinairement peu à ce qu'on a, l'habitude d'appeler « le but final du socialisme ».* Ce but, quel qu'il soit, m'est complètement indifférent; c'est le mouvement qui m'est tout. Par mouvement, j'entends aussi bien le mouvement général de la société, c'est-à-dire le progrès social, que l'agitation politique et économique et le travail d'organisation en vue de ce progrès. »

Quand on fait allusion à cette déclaration de Bernstein, on en retient souvent cette seule phrase : « *Le but n'est rien, et le mouvement est tout* », qu'on interprète, comme essaya d'ailleurs de le faire Bernstein lui-même dans son autobiographie, en ce sens qu'il se proposait uniquement par-là de mettre les esprits en garde contre toute espèce d'utopie. Mais le contexte est suffisamment explicite. Ce n'est pas le mouvement ouvrier que Bernstein avait en vue, mais le progrès social, d'une façon générale, progrès social qui, du moment qu'on ne se place pas exclusivement sur le terrain de la classe ouvrière, n'est pas obligatoirement lié au mouvement de cette classe. Car si l'on fait abstraction des buts propres de la classe ouvrière et du mouvement socialiste, le progrès social peut être poursuivi dans bien des directions.

Ce que Bernstein mettait ici en question, c'était l'existence même du parti et du mouvement socialistes, l'existence même du socialisme en tant que doctrine et que but du mouvement ouvrier. Rosa Luxemburg aperçut immédiatement le danger. Bien avant les leaders du marxisme orthodoxe: Kautsky, Belfort-Bax, etc., elle dénonça le danger des théories nouvelles que Bernstein s'efforçait d'implanter dans le parti. Elle répondit par une série d'articles intitulés: **Réforme sociale ou Révolution**, dans lesquels elle déchirait impitoyablement tous les arguments de Bernstein, et rétablissait, avec une vigueur et une science extraordinaires, le véritable point de vue du marxisme révolutionnaire.

L'article que nous publions ci-dessous traite de la question du pouvoir. Il la traite, à vrai dire, d'une façon abstraite et schématique. Mais il faut tenir compte de la date (1899) à laquelle il fut écrit. Rosa Luxemburg n'avait pas encore, à cette époque, pour rendre cette question plus précise et plus concrète, l'expérience dont nous disposons aujourd'hui, après les deux Révolutions russes, et les événements des dernières années. Il n'en reste pas moins que son étude des rapports entre

l'évolution et la Révolution, de la liaison entre les buts généraux du mouvement de la classe ouvrière, est encore pour nous extrêmement riche d'enseignements. Elle contient des arguments dont nous pouvons encore aujourd'hui faire notre profit dans nos polémiques et nos controverses avec les réformistes, qui nous opposent encore parfois les arguments de Bernstein.

Dans cet article, Rosa Luxembourg repousse les conclusions réformistes tirées par Bernstein de la célèbre préface d'Engels aux Lutttes de classes en France, de Karl Marx. On sait que cette préface constitue purement et simplement un faux de la part du Comité Central du Parti social-démocrate, qui la publia en en supprimant les passages les plus caractéristiques, enlevant ainsi au texte d'Engels son caractère révolutionnaire et lui donnant un caractère nettement réformiste, lui faisant dire, par exemple, que l'époque des batailles de rues était passée, ce qu'Engels n'a jamais dit. Rosa Luxembourg ne pouvait savoir à cette époque que le texte en question constituait un faux.

Mais elle se rendait compte instinctivement que la véritable pensée d'Engels n'était pas la caricature qu'en avait présenté ses faux disciples. Et c'est sur cette intuition, bien plus que sur des arguments de fait, qu'elle se basa pour repousser les conclusions révisionnistes de Bernstein. Qu'il nous suffise, pour aujourd'hui, de noter ce point. Nous y reviendrons d'ailleurs.

Mais l'article ci-dessous de Rosa Luxembourg ne contient pas seulement des arguments précieux contre les réformistes qui sacrifient la Révolution aux réformes, elle en contient également contre les sectaires de gauche qui ne comprennent pas que, si la transformation sociale ne peut se faire au moyen des réformes, elle est du moins liée, dans une certaine mesure, au travail pour les réformes. « La réforme légale et la Révolution, dit très justement Rosa Luxembourg, ne sont pas des méthodes différentes de développement historique, que l'on peut choisir à son gré au buffet de l'histoire comme on choisit des saucisses chaudes ou des saucisses froides, mais des facteurs différents dans le développement de la société de classe, qui se conditionnent et se complètent l'un l'autre, tout en s'excluant réciproquement, comme, par exemple, le pôle Nord et le pôle Sud, la bourgeoisie et le prolétariat. »

Il en résulte que si l'on ne peut exclure la Révolution au profit des réformes, on, ne peut non plus exclure les réformes au profit de la Révolution. Les réformistes, tout comme les sectaires de gauche, se font une conception toute mécanique et abstraite du développement social. Aux uns comme aux autres, il faut opposer la conception marxiste, dialectique, du développement social, qui lie la lutte pour les réformes à la lutte pour la Révolution, et celle-ci à la première. C'est tout le problème des revendications immédiates de la classe ouvrière, que l'on ne peut comprendre que si on le lie au problème général de la prise du pouvoir et de la Révolution sociale.

Ce qui précède explique suffisamment les raisons de l'hostilité que manifestent à l'égard de Rosa Luxembourg réformistes et sectaires de gauche. Au sein de l'internationale communiste, cette hostilité s'est marquée par des attaques hystériques contre le « luxemburgiste ». Mais tout à une fin, heureusement! Et les insulteurs de Rosa Luxembourg seront depuis longtemps tombés dans l'oubli le plus complet que « Rosa » restera encore pour nous un admirable exemple de volonté, de foi et de science révolutionnaires, une source inépuisable d'enseignements, un « aigle », comme disait Lénine.

MARCEL OLLIVIER.

Le sort de la démocratie est lié, comme nous l'avons vu, au sort du mouvement ouvrier. Mais le développement de la démocratie rend-il superflu ou impossible une Révolution prolétarienne, dans le sens de la prise du pouvoir d'État, de la conquête du pouvoir politique?

Bernstein tranche cette question en pesant minutieusement les bons et les mauvais côtés de la réforme sociale et de la Révolution, de la même façon à peu près qu'on pèse de la cannelle ou du poivre dans une coopérative de consommation. Dans le cours légal du développement, il voit l'action de l'intelligence, dans son cours révolutionnaire, celle du sentiment, dans le travail réformiste une méthode lente, dans la Révolution une méthode rapide de progrès historique, dans la législation une force méthodique, dans l'action violente une force élémentaire.

On sait depuis longtemps que le réformateur petit-bourgeois voit dans toute chose un « bon » et un « mauvais » côté, et qu'il goûte à toutes les sauces. Mais on sait depuis aussi longtemps que le véritable cours des choses se soucie très peu des combinaisons petites-bourgeoises, et que le petit tas, soigneusement rassemblé, des bons côtés de toutes les choses possibles du monde s'écroule à la première chiquenaude. En fait, nous voyons dans l'histoire la réforme légale et la Révolution fonctionner d'après des raisons beaucoup plus profondes que les avantages ou les inconvénients de l'une ou de l'autre méthode.

Dans l'histoire de la société bourgeoise, la réforme légale servit au renforcement progressif de la classe ascendante jusqu'à ce que cette dernière se sentît suffisamment forte pour s'emparer du pouvoir politique et supprimer tout le système juridique actuel pour en construire un nouveau. Bernstein, qui tonne contre la conquête du pouvoir politique comme étant une théorie de violence blanquiste, a le malheur de considérer comme une erreur blanquiste ce qui constitue depuis des siècles le pivot et la force motrice de la société humaine. Depuis qu'il existe des sociétés de classes, que la lutte des classes constitue le contenu essentiel de leur histoire, la conquête du pouvoir politique a toujours été le but de toutes les classes ascendantes, comme aussi bien le point de départ et le point final de toute période historique. C'est ce que nous voyons dans les longues luttes de la paysannerie contre les financiers et contre la noblesse dans l'ancienne Rome, dans les luttes du patriciat contre les évêques, et dans celle de l'artisanat contre les patriciens dans les villes du moyen âge, ainsi que dans celles de la bourgeoisie contre le féodalisme, dans les temps modernes.

La réforme légale et la Révolution ne sont donc pas des méthodes différentes de développement historique, que l'on peut choisir à son gré au buffet de l'histoire, comme on choisit des saucisses chaudes ou des saucisses froides, mais des facteurs différents dans le développement de la société de classe, qui se conditionnent et se complètent l'un l'autre, tout en s'excluant réciproquement, comme, par exemple, le pôle Nord et le pôle Sud, la bourgeoisie et le prolétariat.

Et même toute constitution légale n'est autre chose que le produit de la Révolution. Tandis que la Révolution est l'acte de création politique de l'histoire de classe, la législation n'est autre chose que l'expression politique de la vie de la société. Le travail de réforme légale ne contient précisément aucune force motrice propre, indépendante de la Révolution; il ne se poursuit, dans chaque période historique, que dans la direction qui lui a été donnée par l'impulsion de la dernière Révolution, et aussi longtemps que cette impulsion continue à se faire sentir, ou, pour s'exprimer plus concrètement, seulement dans les cadres de la forme sociale créée par la dernière Révolution. Or, c'est là précisément qu'est le noyau de la question.

Il est tout à fait faux et anti-historique *de* se représenter le travail de réformes légales uniquement comme la Révolution tirée en longueur, et la Révolution comme une réforme condensée. Une transformation sociale et une réforme légale ne se distinguent pas par leur durée, mais par leur contenu. Tout le secret des transformations historiques, au moyen de la puissance politique, réside précisément dans la transformation de leurs simples modifications quantitatives en une qualité nouvelle, ou, pour parler plus concrètement, dans le passage d'une période historique, d'une forme de société, à une autre.

C'est pourquoi quiconque se prononce en faveur de la méthode des réformes légales, contre la conquête du pouvoir politique et la Révolution sociale, ne choisit pas, en réalité une voie plus

tranquille, plus calme et plus lente, conduisant au même but, mais un but différent, à savoir, au lieu de l'instauration d'une nouvelle société, des modifications superficielles à l'ancienne société. C'est ainsi qu'on aboutit, en partant des conceptions politiques du révisionnisme, à la même conclusion que de ses théories économiques, à savoir qu'elles ne tendent pas au fond, à la réalisation du socialisme, mais uniquement à la réforme du capitalisme, non pas à la suppression du salariat, mais à la diminution de l'exploitation, en un mot à la suppression des abus du capitalisme, mais non du capitalisme lui-même.

Mais peut-être les phrases ci-dessus sur le rôle de la réforme légale et de la Révolution valent-elles uniquement pour les luttes de classes du passé? Peut-être qu'à partir de maintenant, par suite du développement du système juridique bourgeois, c'est à la réforme légale qu'incombe le rôle de faire passer la société d'une phase historique dans une autre, et la conquête du pouvoir politique par le prolétariat est-elle « devenue une phrase vide de sens », comme le prétend Bernstein à la page 183 de son livre ?

Mais c'est précisément le contraire qui est vrai. Qu'est-ce qui distingue la société bourgeoise des autres sociétés de classes, la société antique et la société moyenâgeuse? Précisément le fait que la domination de classe n'y repose pas sur des « droits acquis », mais sur de véritables rapports économiques, le fait que le salariat n'est pas un rapport juridique, mais un rapport purement économique. On ne trouvera, dans tout notre système juridique, aucune formule légale de la domination de classe actuelle. S'il en reste encore des traces, ce sont, tel le règlement concernant les domestiques, des survivances de la société féodale. Comment, par conséquent, supprimer l'esclavage du salariat, progressivement, « par la voie légale », s'il n'est pas du tout exprimé par les lois ? Bernstein, qui veut se mettre au travail de réforme légale, pour supprimer par ce moyen le capitalisme, tombe dans la situation de ce policier russe, qui raconte, dans Ouspinski, son aventure : « *Rapidement, je saisis le type au col ! Mais que vois-je ? Ce maudit type n'avait pas de col !* » C'est là que gît le lièvre.

« Toutes les sociétés du passé reposaient sur l'antagonisme entre les classes opprimées et les classes oppresseuses » (*Le Manifeste Communiste*, page 17). Mais, dans les phases précédentes de la société moderne, cet antagonisme était exprimé dans des rapports juridiques bien déterminés, et pouvait, justement à cause de cela, accorder une certaine place aux nouveaux rapports dans les cadres des anciens. « Le serf s'est élevé, dans le servage même, au rang de membre de la commune » (*Manifeste Communiste*, page 17). Comment cela a-t-il été possible ? Par la suppression progressive de tous les différents privilèges dans la banlieue de la ville: corvées, droit de vêtement, taxe sur l'héritage, droit de la meilleure tête, impôt personnel, contrainte de mariage, etc., dont l'ensemble constituait précisément le servage.

C'est de cette façon également, que le « petit-bourgeois » s'éleva, sous le joug de l'absolutisme féodal, au rang de bourgeois (*Le Manifeste Communiste*, page 17). Par quels moyens ? Par la suppression partielle formelle ou le relâchement réel des liens corporatifs, par la transformation progressive de l'administration, des finances et de l'armée, dans la proportion indispensable.

Quand, par conséquent, on étudie la question du point de vue abstrait, et non du point de vue historique, on se représente les anciens rapports de classe comme un passage légal, selon les méthodes réformistes, de la société féodale à la société bourgeoise. Mais que voyons-nous, en réalité ? Que là non plus les réformes légales n'ont pas servi à rendre inutile la prise du pouvoir politique par la bourgeoisie, mais, au contraire, à la préparer et à l'amener. Une transformation politico-sociale formelle était indispensable, tant pour l'abolition du servage que pour la suppression complète du féodalisme.

Mais tout autre est la situation, actuellement. Le prolétaire n'est contraint par aucune loi à se soumettre au joug du capital, mais par la misère, le manque de moyens de production. Mais aucune loi au monde ne peut lui accorder ces moyens de production dans les cadres de la société bourgeoise, parce qu'ils ne lui ont pas été ravés par la loi, mais par le développement économique.

De même, l'exploitation, à l'intérieur du système du salariat, ne repose pas non plus sur des lois, car la hauteur des salaires n'est pas fixée par la loi, mais par des facteurs économiques. Et le fait lui-même de l'exploitation ne repose pas sur une disposition légale, mais sur ce fait purement économique que la force de travail y joue le rôle d'une marchandise, qui possède, entre autres, cette qualité agréable de produire de la valeur, et même plus de valeur qu'elle n'en tire des moyens de subsistance de l'ouvrier. En un mot, tous les rapports fondamentaux de la domination de la classe capitaliste ne se laissent pas transformer par des réformes légales sur la base de la société bourgeoise, parce qu'ils n'ont pas été introduits par des lois bourgeoises, ni n'ont reçu la forme de telles lois. Bernstein ne le sait pas, quand il se propose une « réforme » socialiste, mais il dit ce qu'il ne sait pas, quand il écrit à la page 10 de son livre, que « le motif économique agit aujourd'hui librement, alors qu'autrefois il était masqué par toutes sortes de rapports de domination et d'idéologies ».

Mais ce n'est pas tout. C'est encore une particularité du régime capitaliste que, dans son sein, tous les éléments de la société future prennent tout d'abord, dans leur développement, une forme ne s'approchant pas du socialisme, mais s'en éloignant, au contraire. Dans la production, s'exprime de plus en plus le caractère social. Mais sous quelle forme ? Sous la forme de la grande entreprise, de la société par actions, du cartel, où les antagonismes capitalistes, l'exploitation, l'oppression de la force de travail sont augmentés à l'extrême.

Dans l'armée, le développement mène à l'extension du service militaire obligatoire, à la réduction du temps de service, par conséquent, matériellement, à un rapprochement vers la milice populaire. Mais cela sous la forme du militarisme moderne, où la domination du peuple par l'État militariste, le caractère de classe de l'État se manifestent le plus nettement.

Dans les rapports politiques, le développement de la démocratie, dans la mesure où elle trouve un terrain favorable, mène à la participation de toutes les couches populaires à la vie politique, par conséquent, en quelque sorte, à « État populaire ». Mais cela sous la forme de parlementarisme bourgeois, où les antagonismes de classe, la domination de classe, loin d'être supprimés, sont, au contraire, étalés au grand jour. C'est parce que tout le développement capitaliste se meut dans les contradictions qu'il faut, pour extraire le noyau de la société socialiste de son enveloppe capitaliste, faire appel à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et à la suppression complète du système capitaliste.

Bernstein tire, certes, de tout autres conclusions: « Si le développement de la démocratie menait à l'aggravation et non à l'atténuation des antagonismes capitalistes, répond-il, la social-démocratie, devrait, pour ne pas se rendre la tâche plus difficile, s'efforcer par tous les moyens, d'empêcher l'extension des institutions démocratiques » (page 71). Certes, si la social-démocratie trouvait goût, selon la mode petite-bourgeoise, à cette occupation futile consistant à prendre tous les bons côtés et à rejeter tous les mauvais côtés de l'histoire. Seulement, elle devrait logiquement « s'efforcer d'empêcher » également tout le capitalisme en général, car il est incontestable que c'est lui le grand scélérat qui lui oppose tous les obstacles dans la voie du socialisme. En fait, le capitalisme fournit également, avec les obstacles, les seules possibilités de réaliser le programme socialiste. Il en est exactement de même pour la démocratie.

Si la démocratie est devenue pour la bourgeoisie, soit superflue, soit gênante, elle est, par contre, nécessaire et indispensable à la classe ouvrière. Elle est tout d'abord nécessaire parce qu'elle crée des formes politiques (administration autonome, droit électoral, etc..) qui serviront au prolétariat de points d'appui dans sa transformation de la société bourgeoise. Mais elle est, secondement indispensable, parce que ce n'est seulement qu'avec elle, dans la lutte pour la démocratie, dans l'exercice de ses droits, que le prolétariat peut arriver à la conscience de ses intérêts de classe et de ses tâches historiques.

En un mot, la démocratie est indispensable, non pas parce qu'elle rend superflue la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, mais, au contraire, parce qu'elle rend cette prise du pouvoir aussi nécessaire que seule possible. Quand Engels, dans sa préface aux *luttres de classes en*

**France** révisait la tactique du mouvement ouvrier moderne et opposait aux barricades la lutte légale, il ne traitait pas — ainsi qu'il ressort nettement de chaque ligne de la préface — la question de la conquête définitive du pouvoir politique, mais celle de la lutte quotidienne actuelle, non pas l'attitude du prolétariat vis-à-vis de l'État capitaliste au moment de la prise du pouvoir, mais son attitude dans le cadre de l'État capitaliste. En un mot, Engels donnait des directives au prolétariat opprimé et non au prolétariat victorieux.

Réciproquement, la phrase bien connue de Marx sur la question agraire en Angleterre, sur laquelle s'appuie également Bernstein : « *on en viendrait probablement plus facilement à bout en achetant les landlords* », ne se rapporte pas à l'attitude du prolétariat avant sa victoire, mais après. Car, d'un « achat » des classes dominantes, il ne peut manifestement être question que si la classe ouvrière est au pouvoir. L'éventualité que Marx envisageait, c'était l'exercice pacifique de la dictature prolétarienne, et non le remplacement de la dictature par des réformes sociales capitalistes. La nécessité même de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat fut, de tout temps, mise hors de doute, tant par Marx que par Engels. Et il était réservé à Bernstein de considérer la basse-cour du parlementarisme bourgeois comme l'organe appelé à réaliser la transformation sociale la plus formidable de l'histoire, à savoir le passage de la société capitaliste à la société socialiste.

Mais Bernstein n'a commencé sa théorie qu'en affirmant sa crainte de voir le prolétariat s'emparer trop tôt du pouvoir, et en le mettant en garde contre ce danger. Dans ce cas, le prolétariat devrait, d'après Bernstein, laisser la société bourgeoise dans l'état où elle est, et subir lui-même une épouvantable défaite. Ce qui ressort tout d'abord de cette crainte exprimée par Bernstein, c'est qu'au cas où le prolétariat viendrait au pouvoir, il ne devrait virer de la théorie de Bernstein qu'une seule conclusion « pratique » : aller se coucher. Mais, par-là, cette théorie apparaît immédiatement comme une conception qui condamne le prolétariat, aux moments les plus décisifs de la lutte, à l'inaction, et, par conséquent, à une trahison passive à l'égard de sa propre cause.

En fait, tout notre programme ne serait qu'un misérable chiffon de papier, s'il ne pouvait nous servir pour toutes les éventualités et à tous les moments de la lutte, et nous servir par son application et non par sa non-application. Si notre programme contient la formule du développement historique de la société du capitalisme au socialisme, il doit manifestement aussi formuler dans toutes leurs caractéristiques fondamentales toutes les phases transitoires de ce développement, et, par conséquent, pouvoir indiquer à chaque moment au prolétariat qu'elle doit être son action correspondante, dans le sens du rapprochement vers le socialisme. Il en résulte qu'il ne peut pas y avoir pour le prolétariat de MC:MC.11k On il serait obligé d'abandonner son programme, ou d'être abandonné par lui.

Pratiquement, cela se manifeste dans ce fait qu'il ne peut y avoir aucun moment où le prolétariat, placé par la force des choses au pouvoir, ne soit pas en état et ne soit pas obligé moralement de prendre certaines mesures en vue de la réalisation de son programme, certaines mesures transitoires, dans le sens du socialisme. Derrière l'affirmation selon laquelle le programme socialiste pourrait faire complètement faillite à n'importe quel moment de la dictature du prolétariat, se cache inconsciemment une autre affirmation, à savoir que le programme socialiste est, d'une façon « absolue et en tout temps », irréalisable.

Et si les mesures transitoires sont prématurées ? Cette question recouvre toute une pelote de malentendus concernant le cours véritable des transformations sociales.

Tout d'abord la prise du pouvoir par le prolétariat, c'est-à-dire par une grande classe populaire ne se fait pas artificiellement. Elle suppose, par elle-même, à l'exception des cas, tels que la Commune de Paris, où le pouvoir ne fut pas obtenu par le prolétariat à la suite d'une lutte consciente de son but, mais tomba dans ses Mains, exceptionnellement, comme un bien abandonné de tous, un certain degré de maturité des rapports économiques et politiques. C'est là que réside la différence essentielle entre les coups d'État blanquistes d'une « minorité résolue », qui éclatent comme des coups de pistolet, d'une façon toujours inopportune, et la conquête du pouvoir politique par la grande masse populaire consciente, conquête du pouvoir qui ne peut être elle-même que le produit du déclin de la société

bourgeoise, et porte, pour cette raison en elle, la légitimation économique et politique de son apparition opportune.

Si, par conséquent, la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière ne peut se produire « trop tôt », du point de vue des conditions sociales, elle doit nécessairement se produire « trop tôt », du point de vue de l'effet politique, du maintien du pouvoir. La Révolution prématurée, qui empêche Bernstein de dormir, nous menace comme l'épée de Damoclès; et contre cela, toutes les prières et les supplications, toutes les transes et tous les tremblements ne servent à rien. Et cela pour deux raisons bien simples.

Premièrement, une transformation aussi formidable que le passage de la société capitaliste à la société socialiste, est tout à fait impossible à s'imaginer se réalisant d'un seul coup, au moyen d'un coup heureux du prolétariat. Considérer cela comme possible, c'est faire preuve, encore une fois, de conceptions tout à fait blanquistes. La transformation socialiste suppose une lutte longue et opiniâtre, au cours de laquelle, selon toute probabilité, le prolétariat sera repoussé plus d'une fois, de telle sorte que la première fois, du point de vue du résultat final de toute la lutte, il sera nécessairement parvenu « trop tôt » au pouvoir.

Mais, deuxièmement, la conquête « prématurée. » du pouvoir par le prolétariat ne pourra être évitée, précisément pour cette raison que ces attaques « prématurées » du prolétariat constituent un facteur et même un facteur très important, qui crée les conditions définitives de la victoire finale, du fait que n'est qu'au cours de la crise politique qui accompagnera sa prise du pouvoir, au cours de luttes longues et opiniâtres, que le prolétariat acquerra le degré de maturité politique qui lui permettra d'obtenir la victoire définitive de la Révolution, C'est ainsi que ces attaques « prématurées du prolétariat contre le pouvoir d'État sont elles-mêmes des facteurs historiques importants, qui provoquent et déterminent le moment de la victoire définitive. De ce point de vue, la représentation d'une conquête « prématurée » du pouvoir politique par la classe ouvrière apparaît comme une absurdité politique, qui provient d'une conception mécanique du développement de la société, et suppose pour la victoire de la lutte de classes un moment fixé en dehors et indépendamment de la lutte de classes.

Mais étant donné que le prolétariat n'est pas en état de s'emparer autrement que « prématurément » du pouvoir politique, ou, en d'autres termes, étant donné qu'il est absolument obligé de s'en emparer une ou plusieurs fois « trop tôt », avant de s'y maintenir définitivement, l'opposition contre la conquête « prématurée » du pouvoir n'est rien d'autre, au fond, qu'une opposition, d'une façon générale, contre l'effort du prolétariat en vue de s'emparer du pouvoir.

De ce côté aussi, par conséquent, nous aboutissons logiquement, de même que tous les chemins mènent à Rome, à ce résultat, que la tactique révisionniste consistant à laisser tomber le but final socialiste, aboutit à cette autre tactique consistant à renoncer à tout le mouvement socialiste lui-même [et que son conseil à la social-démocratie d' « aller se coucher » en cas de prise du pouvoir par le prolétariat signifie, en réalité, aller se coucher d'une façon générale, c'est-à-dire renoncer à la lutte de classes elle-même].<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Ces quelques lignes étaient contenues dans la première édition du livre de Rosa Luxembourg. Elles ont été supprimées dans la 2<sup>e</sup> édition. Nous les rétablissons à titre documentaire. (*Note du traducteur.*)